

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 41. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 17 oktober 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

Zitting 2012-2013.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 535-1. — Verslag, nr. 535-2.

Zitting 2013-2014.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 16 oktober 2013.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29640]

21 NOVEMBRE 2013. — Décret relatif aux élections rectorales à l'Université de Liège et à l'Université de Mons

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 4 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 5, alinéa 4, les termes « le recteur et le vice-recteur en charge des sites de l'Université de Liège ainsi que » sont insérés entre les mots « qui le préside, » et les mots « quatre représentants »;

2° le paragraphe 8 est remplacé par ce qui suit :

« § 8. L'Université de Liège crée en son sein, à partir de l'année académique 2009-2010, un organe appelé « Gembloux Agro-Bio Tech » qui a, notamment, pour objet l'enseignement, la recherche et les services à la Communauté dans le domaine des sciences agronomiques et de l'ingénierie biologique.

Cet organe comprend une faculté dénommée « Faculté des sciences agronomiques et d'ingénierie biologique » ainsi qu'un centre de recherche intitulé « Centre universitaire de recherche en agronomie et en ingénierie biologique de Gembloux ». A partir de l'année académique 2014-2015, le centre de recherche prend la dénomination « Terra ».

Cet organe assure les activités d'enseignement et les activités de recherche et de service précédemment organisées par la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux. »

3° le paragraphe 9 est remplacé par ce qui suit :

« § 9. A partir de l'année académique 2014-2015, il est créé un comité stratégique de « Gembloux Agro-Bio Tech » qui est un organe d'avis, chargé de l'orientation générale des programmes d'enseignement et de recherche en synergie avec les projets locaux, de leur valorisation, ainsi que, plus généralement, de son rayonnement. Y siègent avec voix délibérative, outre le gouverneur de la province de Namur ou la personne déléguée par lui, qui le préside, le bourgmestre de la ville de Gembloux, le recteur et le vice-recteur en charge des sites de l'Université de Liège, ainsi que trois représentants des milieux économiques et sociaux de cette province désignés par leurs instances respectives.

Le commissaire du Gouvernement et le délégué du Ministre du Budget près l'Université de Liège, désignés en vertu des articles 1^{er} et 7 du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires, assistent aux réunions du comité stratégique. ».

Art. 2. Dans le chapitre II, section 1^{re}, de la loi du 28 avril 1953 précitée, dont les articles 6 à 8 forment la sous section première « Composition », l'article 6, modifié par le décret du 31 mars 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le recteur est nommé par le Gouvernement pour un terme de quatre ans suivant la procédure prévue à l'article 11 de la présente loi parmi les professeurs ordinaires de l'Université.

Le Conseil d'administration de l'Université détermine, dans un règlement interne propre à l'Université, le mode d'organisation de l'élection du Recteur.

Le Gouvernement approuve le règlement visé à l'alinéa précédent dans les 30 jours ouvrables suivant sa réception. ».

Art. 3. Dans l'article 8 de la loi du 28 avril 1953 précitée, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 2°*bis* est abrogé;

2° dans l'alinéa 1^{er}, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° à l'Université de Liège, du président du Conseil d'administration et de l'administrateur délégué du Centre hospitalier universitaire de Liège, d'un membre du comité stratégique de Gembloux Agro-Bio Tech désigné par ce comité, ainsi que du président du comité stratégique du département universitaire en sciences et gestion de l'environnement visé à l'article 4, § 5, ou la personne désignée par ce comité, avec voix consultative. »;

3° les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Le nombre des membres du personnel enseignant composant les catégories 2^o*ter* et 3° est égal à onze. A l'Université de Liège, ce nombre est égal à quatorze.

Les membres du conseil d'administration qui font partie du corps académique doivent être désignés de telle sorte que chaque faculté soit représentée. ».

Art. 4. Dans le chapitre II, section 1^{re}, de la loi du 28 avril 1953 précitée, dont les articles 9 à 15 forment la sous section 2 « Elections et nomination », l'article 9, complété en dernier lieu par le décret du 28 novembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1^{er}. Le Gouvernement nomme, en même temps que le recteur, pour la même durée de quatre ans, un vice-recteur parmi les professeurs ordinaires de l'Université.

La procédure d'organisation de l'élection du vice-recteur est déterminée, par le Conseil d'administration, dans un règlement interne propre à l'Université.

Le vice-recteur porte le titre de premier vice-recteur si un ou plusieurs vice-recteurs sont désignés conformément au § 2.

§ 2. Le Conseil d'administration de l'Université peut proposer la désignation d'un ou de plusieurs vice-recteurs supplémentaires, sans que leur nombre puisse être supérieur à quatre.

La procédure d'organisation de la désignation des vice-recteurs supplémentaires est déterminée, par le Conseil d'administration de l'Université, dans un règlement interne propre à l'Université.

§ 3. A l'Université de Liège, un des vice-recteurs est, notamment, en charge de la politique de développement et de la gestion des sites géographiquement délocalisés de l'Université de Liège. ».

Art. 5. L'article 11 de la loi du 28 avril 1953 précitée, abrogé par le décret du 15 février 2008, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 11. § 1^{er}. En vue de l'élection du recteur, le Conseil d'administration visé à l'article 8 lance un appel à candidatures interne à l'Université dans le courant du mois de mars qui précède l'expiration du mandat de recteur en fonction.

L'appel interne précise :

1° la nature des mandats;

2° qu'un programme stratégique du candidat recteur est à introduire pour la durée de son mandat;

3° les formes et le délai requis pour l'introduction des candidatures et du programme;

4° les formes et le délai requis pour la présentation éventuelle des candidatures devant les membres du personnel et les étudiants de l'Université.

Le délai visé au 3° ne peut avoir pour effet que les candidatures soient introduites moins d'un mois avant la date prévue pour l'élection.

§ 2. Sont électeurs les membres du personnel de l'Université et les étudiants régulièrement inscrits.

L'élection est organisée par catégorie. Les catégories des électeurs sont les suivantes :

1° la catégorie du personnel enseignant tel que défini à l'article 21, § 1^{er} de la présente loi;

2° la catégorie des membres du personnel scientifique défini comme suit :

a) les membres du personnel scientifiques au sens de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités d'Etat, à l'exclusion des élèves assistants et des internes de clinique;

b) les personnes exerçant une mission scientifique au sein de l'Université, sans être membre de la catégorie 1° ou 2° a), et dont la rémunération est à charge du patrimoine propre de l'université ou d'une fondation scientifique reconnue par la Communauté française ou par le Conseil d'administration de l'Université;

3° la catégorie des membres du personnel administratif, technique et ouvrier défini comme suit :

a) les membres du personnel soumis à l'application de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française;

b) les membres du personnel exerçant une activité professionnelle au sein de l'université sans être membre des catégories 1°, 2° ou 3° a.), et dont la rémunération est à charge du patrimoine propre de l'université ou d'une fondation scientifique reconnue par la Communauté française ou par le Conseil d'administration de l'Université;

4° la catégorie des étudiants régulièrement inscrits en vue de l'obtention d'un grade académique, en ce compris les étudiants inscrits à une année préparatoire ou supplémentaire.

A l'exception de la liste des électeurs de la catégorie 4° arrêtée au 1^{er} décembre, les listes électorales sont arrêtées au 31 décembre de l'année qui précède l'élection.

§ 3. Les membres du personnel issus d'établissements d'enseignement supérieur hors université qui ont conservé leur statut relèvent de la catégorie à laquelle les a rattaché le décret qui a organisé la fusion ou l'intégration de leur établissement ou partie d'établissement à l'Université, sans préjudice de leur évolution de carrière depuis le transfert.

§ 4. En cas de cumul de différents titres, fonctions ou qualités dans le chef d'une même personne, celle-ci ne peut exprimer qu'une fois son vote.

Si elle appartient à plusieurs catégories, la catégorie dont elle relève pour les élections est définie par l'ordre décroissant suivant :

catégorie 1° : personnel enseignant;

catégorie 2° : personnel scientifique;

catégorie 3° : personnel administratif, technique et ouvrier;

catégorie 4° : étudiants.

§ 5. Pour déterminer le résultat final, les votes obtenus sont pondérés de la manière suivante :

1° pour la catégorie 1°, 65 %;

2° pour la catégorie 2°, 10 %;

3° pour la catégorie 3°, 10 %;

4° pour la catégorie 4°, 15 %.

§ 6. Le refus de participer au vote est sanctionné conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement.

§ 7. Pour être élu, le recteur doit obtenir plus de 50 % des suffrages exprimés, suivant la pondération prévue au § 5.

Si aucun candidat n'a obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés en application de l'alinéa 1^{er}, un second tour est organisé pour départager les deux candidats ayant obtenu le plus de suffrages lors du premier tour. Si aucun candidat n'obtient plus de 50 % des suffrages exprimés en application de l'alinéa 1^{er}, un nouvel appel à candidats est lancé. A l'issue de cette deuxième procédure, en cas de second tour, le candidat qui obtient le plus de suffrage est élu recteur. ».

Art. 6. Dans l'article 15, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 avril 1953 précitée, modifié en dernier lieu par le décret du 15 février 2008, les mots « du recteur, du vice-recteur visé à l'article 9, § 1^{er}, » sont supprimés.

Art. 7. Dans l'article 17 de la loi du 28 avril 1953 précitée, remplacé par le décret du 31 mars 2004, les mots « aux articles 6, 9 et 1 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 12 ».

Art. 8. Dans l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 avril 1953 précitée, modifié en dernier lieu par le décret du 31 mars 2004, les mots « au chapitre III », sont remplacés par les mots « au présent chapitre et aux chapitres III et IV ».

Art. 9. Dans l'article 18, § 2, de la loi du 28 avril 1953 précitée, les mots « de l'état » sont supprimés.

Art. 10. Les articles 14 à 16 de l'arrêté royal du 23 octobre 1967 portant règlement général des universités de la Communauté française sont abrogés.

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2013-2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 novembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

Session 2013-2014.

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 550-1. — Rapport, n° 550-2. — Amendement de séance, n° 550-3. *Compte-rendu intégral*. Discussion et adoption. Séance du 20 novembre 2013.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29640]

21 NOVEMBER 2013. — Decreet betreffende de rectorverkiezingen aan de « Université de Liège » en aan de « Université de Mons »

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 4 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 5, vierde lid, worden de woorden “de rector en de vice-rector belast met de sites van de “Université de Liège” alsook” ingevoegd tussen de woorden “die er de voorzitter van is, zijn” en de woorden “vier vertegenwoordigers”;

2° § 8 wordt vervangen als volgt :

“§ 8. De “Université de Liège” richt vanaf het academiejaar 2009-2010 een orgaan in haar midden op met als benaming « Gembloux Agro-Bio Tech » die inzonderheid tot doel het onderwijs, het onderzoek en de diensten voor de gemeenschap heeft in het domein van de landbouwkundige wetenschappen en de biologische ingenieurswetenschappen.

Dat orgaan bezit een faculteit met als benaming « Faculté des sciences agronomiques et d'ingénierie biologique de Gembloux » alsmede een onderzoekscentrum met als benaming « Centre universitaire de recherche en agronomie et en ingénierie biologique de Gembloux ». Vanaf het academiejaar 2014-2015 krijgt het onderzoekscentrum de naam “Terra”.

Dat orgaan staat in voor de onderwijsactiviteiten en voor de onderzoeksactiviteiten en de dienstenactiviteiten die voordien georganiseerd werden door de « Facultés universitaires des sciences agronomiques de Gembloux ».

3° § 9 wordt vervangen als volgt :

§ 9. Vanaf het academiejaar 2014-2015 wordt er een strategisch comité van « Gembloux Agro-Bio Tech » opgericht dat een adviesorgaan is, belast met de algemene oriëntatie van de onderwijs- en onderzoeksprogramma's in synergie met de lokale projecten, de herwaardering ervan, alsook, meer in het algemeen, de uitstraling ervan. Buiten de Gouverneur van de Provincie Namen of de persoon die door hem wordt afgevaardigd en die er de voorzitter van is, zijn stemgerechtigd : de burgemeester van de stad Gembloux, de rector en de vice-rector belast met de sites van de “Université de Liège”, alsook drie vertegenwoordigers van de economische en sociale kringen van deze provincie die aangesteld worden door hun respectievelijke instanties.

De Commissaris van de Regering en de afgevaardigde van de Minister van Begroting van de “Université de Liège” die aangesteld worden overeenkomstig de artikelen 1 en 7 van het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen, wonen de vergaderingen van het strategische comité bij.”.

Art. 2. In hoofdstuk II, afdeling I, van de voornoemde wet van 28 april 1953, waarvan de artikelen 6 tot 8 de eerste onderafdeling “ Samenstelling”vormen, wordt artikel 6 gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, vervangen als volgt :

“Art. 6. De rector wordt door de Regering benoemd voor een periode van vier jaar volgend op de procedure bepaald in artikel 11 van deze wet onder de gewone hoogleraren van de Universiteit.

De Raad van bestuur van de Universiteit bepaalt in een intern reglement dat eigen is aan de universiteit, de manier waarop de verkiezing van de rector georganiseerd wordt.

De Regering keurt het reglement bedoeld in het vorige lid goed en dit, binnen de 30 werkdagen volgend op de ontvangst ervan.”.

Art. 3. In artikel 8 van de voornoemde wet van 28 april 1953 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt 2°*bis* opgeheven;

2° in het eerste lid wordt 8° vervangen als volgt :

“8° aan de “Université de Liège”, de voorzitter van de Raad van bestuur en de gedelegeerd bestuurder van het “Centre hospitalier universitaire de Liège”, één lid van het strategische comité van “Gembloux Agro-Bio Tech” aangesteld door dit comité, alsook de voorzitter van het strategische comité van het universitaire departement in wetenschappen en milieubeheer bedoeld in artikel 4, § 5, of de persoon aangesteld door dit comité, met raadgevende stem.”;

3° het tweede lid en het derde lid worden vervangen als volgt :

“Het aantal leden van het onderwijzend personeel die de categorieën 2°*ter* en 3° vormen, is gelijk aan elf. Aan de “Université de Liège” wordt dit aantal gelijk aan veertien.

De leden van de raad van bestuur die deel uitmaken van het academische korps, moeten op die manier aangesteld worden dat elke faculteit vertegenwoordigd wordt.”.

Art. 4. In hoofdstuk II, afdeling I, van de voornoemde wet van 28 april 1953 waarvan de artikelen 9 tot 15 de onderafdeling 2 “Verkiezingen en benoeming” vormen, wordt artikel 9 zoals laatst aangevuld door het decreet van 28 november 2008, vervangen als volgt :

“Art. 9. § 1. De Regering benoemt tegelijk met de rector voor dezelfde periode van vier jaar, een vice-rector onder de gewone hoogleraren van de Universiteit.

De procedure voor de organisatie van de verkiezing van de vice-rector wordt bepaald door de Raad van bestuur in een intern reglement dat eigen is aan de Universiteit.

De vice-rector voert de titel van eerste vice-rector indien één of meer vice-rectoren overeenkomstig § 2 aangesteld worden.

§ 2. De Raad van bestuur van de Universiteit kan de aanstelling voorstellen van één of meer bijkomende vice-rectoren zonder dat hun aantal hoger dan vier kan zijn.

De procedure voor de organisatie van de aanstelling van de bijkomende vice-rectoren wordt bepaald door de Raad van bestuur van de Universiteit in een intern reglement dat eigen is voor de Universiteit.

§ 3. Aan de "Université de Liège" wordt één van de vice-rectoren inzonderheid belast met het beleid inzake ontwikkeling en beheer van de sites die van de "Université de Liège" verhuisd zijn.

Art. 5. Artikel 11 van de voornoemde wet van 28 april 1953, opgeheven door het decreet van 15 februari 2008, wordt hersteld als volgt.

"Art. 11. § 1. Met het oog op de verkiezing van de rector organiseert de Raad van bestuur bedoeld in artikel 8 een interne oproep tot kandidaten aan de Universiteit in de loop van de maand maart voorafgaand aan het verstrijken van het mandaat van rector in dienst.

De interne oproep bepaalt :

- 1° de aard van de mandaten;
- 2° dat een strategisch programma van de kandidaat rector ingediend moet worden voor de duur van zijn mandaat;
- 3° de vormen en de vereiste termijn voor de indiening van de kandidaturen en van het programma;
- 4° de vormen en de vereiste termijn voor de mogelijke voorstelling van de kandidaturen voor de personeelsleden en de studenten van de Universiteit.

De termijn bedoeld in 3° kan slechts tot gevolg hebben dat de kandidaturen ten minste één maand voor de bepaalde datum voor de verkiezing ingediend moeten worden.

§ 2. Worden kiezers, de personeelsleden van de Universiteit en de studenten die regelmatig ingeschreven zijn.

De verkiezing wordt per categorie georganiseerd. De categorieën van kiezers zijn de volgende :

- 1° de categorie van het onderwijzend personeel, zoals bepaald in artikel 21, § 1 van deze wet;
- 2° de categorie van de leden van het wetenschappelijk personeel bepaald als volgt :
 - a) de leden van het wetenschappelijk personeel in de zin van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten, met uitsluiting van de leerlingen assistenten en de internen van de kliniek;
 - b) de personen die een wetenschappelijke opdracht uitvoeren binnen de Universiteit zonder lid te zijn van de categorie 1° of 2° a), en waarvan de bezoldiging ten laste valt van het eigen vermogen van de universiteit of van een wetenschappelijke stichting die erkend wordt door de Franse Gemeenschap of door de Raad van bestuur van de Universiteit;
- 3° de categorie van de leden van het bestuurs-, technisch en vakpersoneel bepaald als volgt :
 - a) de personeelsleden onderworpen aan de toepassing van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap;
 - b) de personeelsleden die een beroepsactiviteit uitoefenen binnen de universiteit zonder lid te zijn van de categorieën 1°, 2° of 3° a., en waarvan de bezoldiging ten laste valt van het eigen vermogen van de universiteit of van een wetenschappelijke stichting die erkend wordt door de Franse Gemeenschap of de Raad van bestuur van de Universiteit;
- 4° de categorie van de studenten die regelmatig ingeschreven zijn met het oog op het behalen van een academische graad met inbegrip van de studenten die ingeschreven zijn voor een voorbereidend of een bijkomend jaar.

Met uitzondering van de lijst van de kiezers van de categorie 4° vastgesteld op 1 december worden de verkiezingslijsten vastgesteld op 31 december van het jaar voorafgaand aan de verkiezing.

§ 3. De personeelsleden afkomstig uit de instellingen voor hoger onderwijs buiten universiteit die hun statuut hebben behouden, behoren tot de categorie waaraan het decreet hen verbonden heeft. Dit decreet heeft de samenvoeging of de integratie van hun instelling of een gedeelte van de instelling aan de universiteit georganiseerd, onverminderd de evolutie van hun loopbaan sinds de overdracht.

§ 4. In geval van de cumulatie van de verschillende titels, ambten of hoedanigheden in hoofde van eenzelfde persoon kan deze haar stem slechts één keer uitdrukken.

Indien ze tot verschillende categorieën behoort, wordt de categorie waartoe ze behoort voor de verkiezingen in de volgende dalende volgorde bepaald :

- categorie 1° : onderwijzend personeel;
- categorie 2° : wetenschappelijk personeel;
- categorie 3° : bestuurs-, technisch en vakpersoneel
- categorie 4° : studenten

§ 5. Om het eindresultaat te bepalen worden de behaalde stemmen gewogen als volgt :

1° voor de categorie 1°, 65 %;

2° voor de categorie 2°, 10 %;

3° voor de categorie 3°, 10 %;

4° voor de categorie 4°, 15 %.

§ 6. De weigering om aan de stemming deel te nemen, wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Regering.

§ 7. Om verkozen te worden moet de rector meer dan 50 % van de uitgedrukte stemmen behalen volgens de weging bedoeld in § 5.

Indien geen enkele kandidaat meer dan 50 % van de uitgedrukte stemmen behaald heeft met toepassing van het eerste lid, wordt een tweede ronde georganiseerd om tussen twee kandidaten te kiezen die de meeste stemmen hebben behaald bij de eerste ronde. Indien geen enkele kandidaat meer dan 50 % van de uitgedrukte stemmen behaalt met toepassing van het eerste lid, wordt een nieuwe oproep tot kandidaten georganiseerd. Na deze tweede procedure, ingeval van een tweede ronde, wordt de kandidaat die het hoogste aantal stemmen behaald heeft, tot rector verkozen."

Art. 6. In artikel 15, eerste lid, van de voornoemde wet van 28 april 1953, laatst gewijzigd door het decreet van 15 februari 2008, worden de woorden "van de rector, de vice-rector bedoeld in artikel 9, § 1," geschrapt.

Art. 7. In artikel 17 van de voornoemde wet van 28 april 1953, vervangen door het decreet van 31 maart 2004, worden de woorden "in de artikelen 6, 9 en 12" vervangen door de woorden "in artikel 12".

Art. 8. In artikel 18, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 28 april 1953, laatst gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, worden de woorden "in hoofdstuk III" vervangen door de woorden "in dit hoofdstuk en in de hoofdstukken III en IV".

Art. 9. In artikel 18, § 2, van de voornoemde wet van 28 april 1953 wordt het gedeelte "rijks" in "rijksuniversiteit" geschrapt.

Art. 10. De artikelen 14 tot 16 van het koninklijk besluit van 23 oktober 1967 houdende het algemeen reglement voor de rijksuniversiteiten en de rijksuniversitaire centra, worden opgeheven.

Art. 11. Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar 2013-2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

Zitting 2013-2014.

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 550-1. — Verslag nr. 550-2. — Vergaderingsamendement, nr. 550-3.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 november 2013.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2013/29642]

21 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif à la procédure de reconnaissance telle que visée à l'article 30, 4°, du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, modifié par le décret du 17 juillet 2013, les articles 29 et 30;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif à la procédure de reconnaissance telle que visée à l'article 30, 4°, du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle;

Vu l'avis du Comité de concertation du cinéma et de l'audiovisuel, donné le 23 octobre 2012;